

D O S S I E R D E P R E S S E

40 représentants des sociétés civiles du Sud partenaires du CCFD-Terre Solidaire à la rencontre du public français

du 10 au 30 mars 2010
Campagne nationale du CCFD-Terre Solidaire

**Rendez-vous proposés aux médias
avec les représentants de ces organisations**

Vendredi 12 mars 2010 de 9h à 12h
PSA Partage Solidarité Accueil
57, rue Violet 75015 Paris
(Métro Emile Zola - Commerce)

Inscriptions auprès de :
Véronique de La Martinière : 01 44 82 80 64 - Nathalie Perramon : 01 44 82 80 67



Comité catholique contre la faim et pour le développement
4, rue Jean Lantier - 75001 PARIS – ccfd-terresolidaire.org

40 représentants des sociétés civiles du Sud, partenaires du CCFD-Terre Solidaire, à la rencontre du public français

Première ONG française de développement, avec plus de **500 initiatives** soutenues chaque année dans **80 pays du sud et de l'est** et un réseau de **15 000 bénévoles militants**, le **Comité catholique contre la faim et pour le développement** (CCFD-Terre Solidaire) a acquis depuis près de 50 ans un savoir faire et de nombreuses références dans le dialogue avec les sociétés civiles de ces pays.

Chaque année au mois de mars, le CCFD-Terre Solidaire anime une campagne de sensibilisation de l'opinion publique française à la solidarité internationale.

En 2010, les animations, rencontres et débats de la campagne auront pour thème **le partage des richesses financières et la place des sociétés civiles dans les pays du Sud et de l'Est**.

Temps fort de la campagne du CCFD-Terre Solidaire, **la présence du 10 au 30 mars de représentants d'organisations locales de développement soutenues par le CCFD-Terre Solidaire**.

Après un temps d'accueil national à Paris, ces acteurs mobilisés au jour le jour dans leur pays d'origine, partent témoigner dans toute la France pour une richesse financière mieux partagée.

➤ Dates à retenir à Paris

- Mercredi 10 mars à 20h30 : **Soirée débat « Le partage des richesses en Afrique du Sud »** en partenariat avec l'hebdomadaire Pèlerin. Avec des partenaires d'Afrique du Sud et Philippe Mayol, responsable du service Afrique au CCFD-Terre Solidaire. (Ouvert au public)
Centre PSA Partage Solidarité Accueil, 57, rue Violet 75015 Paris (*Métro Emile Zola - Commerce*).

- Jeudi 11 mars de 14h 45 à 18h : **Débat « Sociétés civiles du Nord et du Sud : de quel droit voulez vous changer le monde ? »** avec trois partenaires du CCFD-Terre Solidaire et Xavier Ricard, directeur des partenariats internationaux. (Ouvert au public et aux médias)
Amphithéâtre Chapsal - Sciences Po, 27, rue St-Guillaume 75007 Paris (*Métro Sèvres-Babylone*).

- Jeudi 11 mars à 18h 45 : **Accueil des 40 partenaires à la maison épiscopale de France et échange avec les représentants de l'Eglise**. (Ouvert aux journalistes)
Maison épiscopale, 58, avenue de Breteuil 75007 Paris (*Métro Ségur - St François Xavier*).

- Vendredi 12 mars de 9h à 12h : **Rencontres individuelles sur rendez vous** (Réservé aux médias)
Centre PSA Partage Solidarité Accueil, 57, rue Violet 75015 Paris (*Métro Emile Zola - Commerce*).

➤ Dates à retenir en régions

Du 13 au 28 mars, rencontres, débats, conférences dans toutes les régions de France
Retrouvez toutes les dates et les lieux sur site : ccfd-terresolidaire.org
au lien : <http://www.ccf-d-terresolidaire.org/careme/region>

Présentation des 40 partenaires du CCFD-Terre Solidaire

AFRIQUE

AFRIQUE AUSTRALE et AFRIQUE DE L'EST

DEVELOPPEMENT RURAL

PELUM, Participatory ecological land use management

Mme Agnès YAWE, coordinatrice et chargée de projet, responsable de campagne lobbying
Parle anglais

Créé en 1995, PELUM est l'un des principaux réseaux africains travaillant sur les questions agricoles. Il regroupe 140 organisations paysannes et structures d'appui au monde paysan originaires d'Afrique australe (Afrique du Sud, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Zambie, Zimbabwe) et de l'Afrique de l'est (Kenya, Ouganda, Tanzanie). Les membres de ce réseau travaillent avec les communautés locales dans le domaine du développement durable agricole. PELUM propose un appui et un accompagnement pour renforcer ses organisations membres et favorise les synergies entre elles et les autres acteurs de développement au niveau régional. Il a un rôle de veille, d'information, de mobilisation et mène des actions de plaidoyer afin que les décisions politiques et économiques sur le foncier, la biodiversité, le commerce agricole, la production, les semences, etc. prennent en compte les intérêts des petits fermiers et paysans de la région.

Région visitée : Bretagne, Pays de Loire

AFRIQUE DU SUD

AIDE AUX MIGRANTS
DEFENSE DES DROITS HUMAINS

ARESTA

M. Charles MUTABAZI, directeur exécutif
Parle anglais

Attiré par le « miracle sud-africain », un nombre croissant de migrants issus de tout le continent africain afflue vers l'Afrique du sud. Sans ressources, pour la plupart ne parlant ni l'anglais, ni l'afrikaans, ni le xhosa (la langue locale), ces réfugiés se retrouvent dans les bidonvilles des alentours du Cap où une grande partie de la population est déjà au chômage. Ils sont alors souvent les principales victimes des rackets et violences xénophobes de ces quartiers. Dans ce contexte, ARESTA s'est donné pour mission de briser l'isolement et l'exclusion économique que subissent les réfugiés et demandeurs d'asile, en leur permettant d'acquérir des compétences linguistiques, sociales et professionnelles nécessaires à leur intégration. Parallèlement, ARESTA lutte contre la xénophobie qui se manifeste au sein de la société Sud-Africaine en proposant des actions de sensibilisation et de plaidoyer en faveur du respect des droits des réfugiés.

Région visitée : Centre

AFRIQUE DU SUD

AIDE AUX ORPHELINS DU SIDA

SINOMLANDO, Centre for oral history and memory work in Africa

Mme Gracia Nomagcwanini Nokhaya MAKIWANE, responsable Programme "Memory Work" (Travail de Mémoire)
Parle anglais

Sinomlando a développé un programme d'aide aux orphelins - Memory Box (les boîtes de la mémoire) - dont les parents sont morts du sida (2 millions en Afrique du Sud), et qui sont souvent infectés eux-mêmes par la maladie. Dans une société où le sida reste un tabou très fort suscitant silence et exclusion brutale et où les psychologues sont très peu nombreux, Sinomlando forme des volontaires, travailleurs sociaux et membres associatifs, au soutien psychologique des enfants. Elle propose une méthode s'appuyant sur des « boîtes de la mémoire ». Dans ces boîtes, l'enfant est amené à rassembler le souvenir de ses parents et de sa vie avec eux. En effet, croyant les protéger de ce qu'ils considèrent comme une infamie, les proches de l'enfant occultent souvent tous ses souvenirs. L'enfant peut ensuite rouvrir sa boîte quand il en ressent le besoin. Un tel travail ne se fait pas sans précautions. L'achèvement du deuil et l'ouverture à l'avenir sont à ce prix. Basée à Pietermaritzburg, Memory Box propose ses ateliers dans tout le pays et partage son expérience avec d'autres ONG africaines.

Région visitée : Centre

AFRIQUE DU SUD

ACCES A LA TERRE

SPP, Surplus people project

M. Ronald Ferdinand WESSO, formateur, coordinateur de programmes de développement rural

M. Andries ANDRIES TITUS, formateur, coordinateur de programmes de développement rural,

Les premières actions de Surplus people project remontent au début des années 80, époque où il avait surtout un rôle de lobbying et d'opposition face à la politique de déplacements forcés de la population appliquée par le gouvernement sud-africain. SPP, avec quelques autres organisations sud-africaines, a contribué à informer sur les migrations forcées pendant la période de l'apartheid. SPP ou projet des « laissés pour compte », est une ONG qui, depuis une quinzaine d'années, aide les populations noires déplacées dans les réserves rurales et expropriées dans le cadre de la politique d'apartheid à retrouver leurs terres, dans les provinces du Cap occidental et du Cap septentrional. Outre l'assistance juridique, l'action de SPP porte également sur la restitution des terres, l'amélioration de l'habitat, le développement de petites activités économiques dans les zones rurales et périurbaines.

**Régions visitées : M. Ronald Ferdinand WESSO se rend en Bourgogne, Franche-Comté
M. Andries ANDRIES TITUS se rend en Ile de France**

AFRIQUE DU SUD

ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE
MICRO CREDIT

TEMBEKA, South African social investment company

Mme Lisa Jayne PUTTER, coordinatrice de programme

Parle anglais

En Afrique du Sud, le secteur de la micro finance est peu développé du fait de l'absence d'organisations financières privées et d'une agence gouvernementale pour l'appui aux petites entreprises, peu performante, qui exerce de plus ses activités dans un quasi monopole. Dans ce contexte, l'association propose des services financiers et techniques aux institutions de micro-finance permettant d'améliorer l'accès au microcrédit pour les entrepreneurs les plus modestes. Tembeka signifie « digne de confiance » en nguni, l'une des langues de la Nation arc-en-ciel. La confiance, cette société la doit aux investisseurs qui lui confient leur argent. Des Sud-Africains de milieux aisés et des classes moyennes qui font le choix de cette forme de solidarité financière. Leurs fonds, transformés en actions, constituent le capital d'institutions locales de micro-finance qui le reversent, sous forme de prêts, aux acteurs économiques. Tembeka reçoit aussi le soutien d'investisseurs internationaux tels que la Sidi (Solidarité internationale pour le développement et l'investissement), filiale du CCFD-Terre Solidaire pour prolonger ses activités dans le domaine de la micro-finance. Outre ce volet financier, Tembeka apporte conseils et formations aux institutions locales de micro-finance qu'elle fédère.

Région visitée : Centre (En juillet 2009, Lisa Putter a accueilli une délégation du CCFD-Terre Solidaire de la région Centre en Afrique du Sud. En ce mois de mars 2010, elle sera accueillie à son tour en région Centre).

AFRIQUE DU SUD

DEFENSE DES DROITS HUMAINS

UJAMAA

Mme Bongji Patricia ZENGELE, coordinatrice du programme VIH/sida

Mme Makagamathe BAFEDILE MARIA, coordinatrice du programme de lutte contre les violences faites aux femmes.

Basé dans la province du Kwazulu-Natal, le centre Ujamaa (qui signifie « travailler et vivre ensemble ») est né de l'engagement des chrétiens d'Afrique du Sud (80% de la population) contre l'apartheid.

Après 1994, Ujamaa poursuit son travail pour décoder et affronter les maux et discriminations économiques qui continuent de ronger la société. S'appuyant sur les ressources théologiques prônant la solidarité, le respect des autres et de l'environnement, Ujamaa suscite une prise en main collective et locale destinée à briser le cercle vicieux de la pauvreté et du fatalisme dans ses différentes expressions (sida, mépris des femmes, inégalités...). L'organisation forme également des leaders et des religieux capables de défendre l'intérêt des plus démunis.

**Régions visitées : Mme Bongji Patricia ZENGELE se rend en Aquitaine, Poitou-Charentes
Mme Makagamathe BAFEDILE MARIA se rend en Nord Pas-de-Calais, Picardie,
Champagne Ardenne**

BENIN

SOUVERAINETE ALIMENTAIRE
POLITIQUES AGRICOLES
ACCES A LA TERRE

SYNPA, Synergie paysanne

M. Simon BODEA, secrétaire général adjoint, exploitant agricole (palmier à huile et production animale), a ouvert un cabinet de soins animaliers.

Parle français

Synergie Paysanne est née au Bénin en 2002 de la volonté de quelques jeunes leaders du monde agricole de se mobiliser pour que les pouvoirs publics s'intéressent aux petits paysans et qu'ils les reconnaissent comme des acteurs du développement économique du pays. SYNPA est un petit syndicat qui porte de multiples revendications au nom des paysans. Il se mobilise notamment contre la politique très libérale du Président béninois (pro-agrocarburants, pro-filières d'exportation, pro-OGM, appui aux entreprises étrangères...). SYNPA milite pour l'accès à la terre au bénéfice des petits paysans, pour le financement public de l'agriculture vivrière, sur l'interdiction des OGM...

Région visitée : Normandie

NIGER

SECURITE ALIMENTAIRE

FUCOPRI, Fédération des unions des coopératives de producteurs de riz du Niger

M. Ayouba HASSANE, directeur

Parle le français

Au Niger, pays sahélien où l'incertitude climatique est constante, les productions céréalières pluviales sont aléatoires. Le riz constitue une céréale de substitution qui nécessite la maîtrise de l'irrigation et permet de renforcer la sécurité alimentaire mais aussi d'améliorer les revenus des populations.

Créée en 2001, la FUCOPRI compte aujourd'hui 9 unions avec 37 coopératives rizicoles totalisant 20 937 producteurs. Dans une région où le secteur agricole emploie 90% de la population active et où l'agriculture est essentiellement pluviale, l'objet de la FUCOPRI est le développement de la filière riz au Niger par sa participation à la mise en cohérence des actions de tous ses partenaires. Elle travaille à l'amélioration des conditions d'approvisionnement de production et de commercialisation pour tous ses membres et renforce leurs capacités organisationnelles. FUCOPRI participe au développement économique, social et culturel de tous ses membres.

Région visitée : Aquitaine Poitou-Charentes

NIGER

SOUVERAINETE ALIMENTAIRE
PREVENTION DES CONFLITS

Mooriben, Fédération des unions des groupements de paysans du Niger

M. Illiassou DANDA KOYE, chargé de programme
Francophone

Créée en 1993, la fédération Mooriben regroupe plus de 15 unions composées de 418 groupements d'agriculteurs (22 000 personnes). C'est l'une des plus importantes fédérations d'agriculteurs du pays. Elle compte parmi les toutes premières organisations au Niger constituées librement par les paysans eux-mêmes. Mooriben mène des actions liées à la sécurité alimentaire (création de banques de céréales, sensibilisation, appui technique post-récolte), renforcement des capacités institutionnelles et de gestion des groupements agricoles, gestion des ressources naturelles (sensibilisation à l'environnement), prévention des conflits (médiation entre agriculteurs et éleveurs) et développement des activités génératrices de revenus (caisses d'épargne et de crédit).

Région visitée : Nord Pas-de-Calais, Picardie, Champagne Ardenne

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

ENFANTS DES RUES
POLITIQUE SOCIALE

REFERC, Réseau en faveur des enfants de la rue en Centrafrique

M. Pascal RODA, directeur de La Voix du cœur, principale association centrafricaine qui agit en faveur de la prise en charge des enfants des rues. Pascal Roda est sociologue spécialisé dans la jeunesse et l'enfance.
La Voix du cœur est membre du REFERC
Parle français

Le REFERC met en œuvre des projets liés au soutien à l'enfance : éducation, formation, réinsertion familiale et sociale des enfants de la rue, appui aux activités d'accueil, d'écoute, de soins, d'éducation et de formation. Ces projets sont localisés en Bangui et 3000 enfants de la rue et orphelins sont bénéficiaires de ces projets. La Fondation Voix du cœur, la Maison d'accueil des orphelins de Bimbo, l'Action chrétienne pour la compassion, le Centre Saint Gabriel, le Centre Don Bosco et l'association Demain la vie sont membres du REFERC. Les projets consistent à accueillir les enfants de la rue et orphelins, à les écouter et les orienter suivant leur état pour des soins, la remise à niveau scolaire et l'inscription dans les écoles ; à organiser l'hébergement des plus vulnérables, à assurer leur formation professionnelle, les reconduire dans leurs familles par la réinsertion. Ces actions impliquent la totale prise en charge des enfants.

Région visitée : Nord Pas-de-Calais, Picardie, Champagne Ardenne

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

PREVENTION ET RESOLUTION DES CONFLITS

Commission épiscopale Justice et Paix

M. Valentin MAKONGO, chargé de communication
Parle français

La Commission épiscopale Justice et Paix (CEJP) est un service national de la Conférence des évêques de la RDC. Par ses actions d'éducation civique et électorale, la CEJP a fortement contribué à la réussite des élections générales de 2006. A travers ces élections, la RDC s'est dotée d'institutions élues au niveau national et provincial. L'enjeu est depuis lors la réhabilitation de l'Etat par la base et l'amélioration de la gouvernance au niveau local. Dans cette optique, la CEJP appuie la mise en place de comités locaux de gouvernance participative sur tout le territoire, animés par des citoyens engagés dans le suivi de l'action publique. Parallèlement, la CEJP encourage la mise en œuvre du processus de décentralisation et l'organisation des élections locales en développant des actions de formation tant des citoyens que des autorités nationales et locales. Dans le cadre de ces formations, la CEJP s'attache à impliquer tout particulièrement les jeunes et les femmes.

Région visitée : Ile de France

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

PREVENTION ET RESOLUTION DES CONFLITS
SOVERAINETE ALIMENTAIRE

Forum des Amis de la Terre

M. Malembe SIMPLEX KAMBALE, coordinateur
Parle français

La question foncière est l'une des racines du conflit à l'Est de la République démocratique du Congo. Par ailleurs, 80% des litiges qui sont portés devant les tribunaux sont des litiges fonciers. Face à cette situation préoccupante, le collectif d'associations, Forum des Amis de la Terre, mène un travail de plaidoyer / lobbying pour la sécurisation foncière des petits producteurs agricoles. Le FAT et deux autres organisations du Nord Kivu ont contribué à l'élaboration du volet foncier de l'avant-projet du nouveau code agricole, aujourd'hui en débat au niveau de l'Assemblée Nationale. Le FAT a acquis une forte légitimité du fait de ses initiatives en faveur d'un dialogue entre toutes les parties prenantes : chefs coutumiers, autorités locales et nationales, grands exploitants et petits producteurs agricoles.

Région visitée : Bourgogne, Franche-Comté

TCHAD

DEVELOPPEMENT ET PAIX

ACORD, Association de coopération et de recherche pour le développement

M. Ali ZANG-NEZOUNE, coordinateur des activités du programme dans le département de Guera
Francophone

Le projet d'ACORD Tchad porte sur le renforcement de la participation citoyenne au développement dans les zones du Djourf Al Amar, Guera et Dabara. ACORD contribue à l'émergence et à la consolidation des mécanismes durables et efficaces de participation des communautés rurales dans le processus de décision, en créant une conscience citoyenne auprès des acteurs locaux, tout cela dans le but de construire une paix durable en milieu rural. Il appuie aussi les communautés dans la mise en place d'investissement : écoles, pistes, radiers. ACORD développe un programme de sécurité alimentaire et un programme de gestion concertée des ressources naturelles.

Région visitée : Bretagne, Pays de Loire

TOGO

SYNDICALISME ET STRUCTURATION PAYSANNE
SOVERAINETE ALIMENTAIRE

MAPTO, Mouvement pour une alliance paysanne au Togo

M. Koffi TOMI, membre du bureau exécutif, exploitant agricole dans la région maritime.
Parle français

MAPTO est un mouvement syndical paysan né en 2003 qui rassemble aujourd'hui plus de 12 000 membres. MAPTO a pour vocation de défendre les intérêts des paysans auprès des partenaires publics et privés, de favoriser le dialogue, la réflexion en commun, de contribuer à l'émergence de l'identité paysanne et à la promotion des exploitations ainsi que le partage des expériences autour des questions du développement agricole et rural familial. MAPTO met en œuvre deux projets importants de structuration de filières agricoles, une filière céréales dans la région centrale et une filière maraîchère dans la région de la Kara. MAPTO est devenu en 2008 le partenaire principal de l'Etat togolais pour assurer la sécurité alimentaire du pays.

Région visitée : Normandie

AMERIQUE LATINE

AMERIQUE LATINE

PARTAGE DES RICHESSES FINANCIERES

LATINDADD

M. German NINO MUNOZ, citoyen colombien, travaille à l'ONG CIASE, membre du réseau latino-américain Latindadd
Parle espagnol

Latindadd est un réseau latino-américain regroupant 17 organisations membres dans 9 pays (Argentine, Bolivie, Brésil, Colombie, Equateur, Honduras, Nicaragua, Pérou et Uruguay). Ce réseau milite pour une refonte du système financier international qui permette de renverser les impacts négatifs des politiques financières et économiques internationales, il œuvre en faveur de l'annulation et rééchelonnement de la dette des pays pauvres et très endettés (dans la continuité de la campagne Jubilé 2000, pour l'annulation de la dette des pays pauvres), agit avec ses membres des pays concernés en faveur d'une bonne gouvernance économique (audit des politiques publiques et contrôle citoyen pour une gestion rigoureuse du budget de l'Etat, lutte contre la corruption, audits de la dette, etc.), tente de promouvoir une approche critique et alternative des modèles de développement économiques, en vigueur dans le continent latino-américain. Latindadd promeut une participation citoyenne aux prises de décisions concernant l'élaboration des politiques publiques, agit en faveur de politiques plus inclusives et respectueuses des droits de l'homme. Le réseau a obtenu la création d'une Banque du Sud latino-américaine pensée comme une alternative à la Banque mondiale. Il promeut l'idée d'une monnaie régionale pour sortir de la dépendance du dollar américain et milite contre l'évasion fiscale et les paradis fiscaux.

Latindadd et le CCFD-Terre Solidaire travaillent régulièrement ensemble, par exemple au Forum social mondial de Belém début 2009 où ils ont lancé l'Appel de Belém pour "remettre la finance à sa place", face à la crise financière. Ils mènent des actions de plaidoyer auprès de l'ONU, comme celles visant à dénoncer la dette contractée par des dictateurs ou les paradis fiscaux.

Région visitée : Rhône Alpes

BRESIL

SOUVERAINETE ALIMENTAIRE
ACCES A LA TERRE

CPT Acre, Commission pastorale de la terre

Mme Maria Darlene BRAGA, agent pastoral, ex-coordinatrice de la CPT Acre, coordinatrice d'un groupe de travail
Parle portugais

La CPT fait partie des Commissions pastorales de la conférence des évêques du Brésil Elle assure une présence solidaire et fraternelle auprès des populations rurales, leur procurant un service d'éducation et de transformation pour stimuler et renforcer leur action. Présente dans de nombreux diocèses, elle surveille de près les conflits autour de la possession de la terre et la situation des travailleurs ruraux les plus démunis.

La CPT régionale de l'Acre accompagne 63 associations d'agriculteurs et de femmes, 4 coopératives, 3 centrales de commercialisation dans 16 communes des Etats de l'Acre et d'Amazonas. Les travailleurs ruraux mettent en œuvre une réforme agraire différenciée adaptée à l'Amazonie, en mettant l'accent sur la protection de l'environnement (terre, eau, forêt). L'agriculture familiale et le renforcement des coopératives sont envisagés dans une perspective d'économie solidaire et de souveraineté alimentaire. Les lignes d'action de la CPT Acre sont : appui aux organisations de travailleurs ruraux et projets alternatifs, solidarité, formation, appui de la lutte pour la terre, éducation à l'environnement.

Région visitée : Bourgogne, Franche Comté

CHILI

COMMUNICATION
EDUCATION POPULAIRE

ECO, Education et communication

M. Juan Enrique ORTEGA FUENTES, journaliste, producteur radio, formateur dans le domaine des medias sociaux
Parle espagnol

Créée à l'initiative de prêtres engagés sur la question des droits de l'homme, ECO est une petite structure qui regroupe 8 professionnels. ECO travaille essentiellement au développement local et communautaire dans le grand Santiago et les quartiers populaires. L'association travaille de façon plus spécifique sur les questions de mémoire et identité populaire et historique, notamment dans la construction des pratiques citoyennes, politiques et sociales. Une des principales activités porte sur la communication sociale de base à travers des radios communautaires. ECO mène également un travail sur la « Mémoire du XXème siècle » en partenariat avec la Direction nationale des musées et bibliothèques.

Région visitée : Bretagne, Pays de Loire

COLOMBIE

FORMATION ET APPUI AUX ORGANISATIONS PAYSANNES
SOVERAINETE ALIMENTAIRE

IMCA, Instituto Mayor Campesino

Mme Maria Soledade ZAPATA LOZADA, assistante sociale et coordinatrice d'une équipe sous-régionale de travail de l'IMCA

Parle espagnol

L'IMCA est une ONG fondée par la Compagnie de Jésus en 1962, développant des programmes d'appui auprès d'organisations paysannes dans la vallée du Cauca (à proximité de Cali). Ses activités concernent le développement régional et local concerté et la promotion de la souveraineté alimentaire des populations rurales les plus vulnérables dans une région où l'agriculture locale évolue vers la monoculture et l'utilisation d'engrais chimique. Le potentiel alimentaire en est très réduit pour les populations locales. Une minorité de propriétaires terriens possède la majorité des terres cultivables, alors que 83 % de la population rurale est pauvre. L'extension de l'élevage intensif, tout comme la pénétration des paramilitaires malgré la démobilisation, accroissent l'insécurité alimentaire. Par son identité et sa mission ainsi que par son travail en lien avec les différents acteurs du développement, tant au niveau régional que national, l'IMCA contribue au renforcement de la société civile auprès des populations rurales, dans une région fortement touchée par le conflit (le Département de Valle souffre particulièrement de la para militarisation de la vie sociale et politique).

Avec le soutien du CCFD-Terre Solidaire, depuis 2001, l'IMCA améliore les conditions de vie des communautés paysannes en soutenant des alternatives en faveur de la souveraineté alimentaire et nutritionnelle. Il s'agit ici de promouvoir la production biologique pour l'autoconsommation et les marchés locaux, de mener des campagnes de sensibilisation des consommateurs et d'organiser des rencontres et des ateliers favorisant l'échange d'expérience, la participation citoyenne et le renforcement des organisations paysannes.

Région visitée : Auvergne, Limousin

COLOMBIE

DRIT DES FEMMES
PREVENTION ET RESOLUTION DES CONFLITS
SOVERAINETE ALIMENTAIRE

CVM, Corporación Vamos Mujer

Mme Lida Cristina POSADA MARIN, travailleuse sociale engagée sur les thèmes genre et développement

Parle espagnol

La Corporation Vamos Mujer est née à Medellin dans le sillage d'un grand mouvement paysan et d'un travail dans les quartiers porté par des chrétiens de base, pour créer un espace spécifique de réflexion sur les thèmes intéressant les femmes, et travailler avec les femmes issues des milieux populaires. La CVM est une organisation féministe qui souhaite favoriser les débats et dialogues sur la citoyenneté par une approche originale : formation de base, professionnelle, droits humains, participation politique, recherche d'alliance, mise en réseau. Elle travaille ainsi avec 8 organisations populaires féminines en milieu urbain et rural dont elle soutient et forme les membres dirigeants. L'objectif est de les aider à acquérir leur autonomie, à faire face aux problèmes de pauvreté et de guerre, à participer à la vie de la société civile. CVM défend également la biodiversité, le développement durable, l'équité des genres et la solidarité.

Région visitée : Auvergne - Limousin (Lida Cristina POSADE MARIN a pour projet de rencontrer des députés au sujet du droit des femmes.)

COLOMBIE

DEFENSE DES DROITS DES POPULATIONS AFRO-COLOMBIENNES
ORGANISATION SOCIALE POPULAIRE
DROITS DES FEMMES

ASCOBA, Association des conseils communautaires et organisations du Bas Atrato

Mme Ana Luisa RAMIREZ FLOREZ, dirigeante au sein d'un Conseil communautaire affilié à Ascoba
Parle espagnol

ASCOBA est une organisation communautaire colombienne regroupant 53 communautés afro-colombiennes et indigènes de la sous-région du Bas Atrato, au Nord Ouest du pays (et représente aujourd'hui environ 15 000 personnes). Cette organisation s'inspire directement des principes de non violence et de résistance pacifique des Communautés de Paix et aide la population à s'organiser face aux violences des acteurs armés au sein d'une région très conflictuelle, dont les richesses naturelles sont de plus en plus convoitées. ASCOBA joue un rôle d'interlocution face à l'Etat et aux acteurs armés, les FARC et les milices paramilitaires.

L'objectif principal de l'organisation est la défense de la vie sur les territoires des communautés, par la promotion des droits humains, économiques, sociaux, culturels, politiques et environnementaux.

Par ailleurs, ASCOBA agit pour soutenir le retour sur leur territoire des communautés spoliées ou déplacées par les conflits. Au sein forme des diverses communautés, elle forme des responsables capables d'apporter une assistance psychologique efficace, renforce les mécanismes communautaires dans une stratégie de résistance civile pacifique. Elle forme également les populations pour sensibiliser les membres des communautés aux manipulations des acteurs armés, crée des espaces de dialogue au sein des communautés afin de mieux analyser les besoins et mettre en œuvre les stratégies d'action qui s'imposent.

ASCOBA agit également dans la région afin de permettre aux communautés d'être partie prenante des multiples projets de développement économique régionaux, et de devenir un interlocuteur des acteurs économiques ainsi que des institutions régionales, nationales et internationales.

Région visitée : Auvergne, Limousin

EL SALVADOR

SOUVERAINETE ALIMENTAIRE
DEVELOPPEMENT RURAL

FUNPROCOOP, Fondation pour la promotion des coopératives

M. Carlos VANEGAS, ingénieur, accompagnateur du Mouvement paysan salvadorien
Parle espagnol

La FUNPROCOOP est une organisation non-gouvernementale consacrée à la promotion du développement rural au Salvador, à travers le soutien à l'organisation sociale, politique et économique des communautés paysannes. La FUNPROCOOP met en œuvre trois grands axes de travail :

-La promotion d'initiatives économiques populaires en milieu rural, en particulier par la mise en œuvre d'une agriculture durable (promotion de semences autochtones, recherche d'alternatives de production agro-écologique, protection et gestion participative des ressources naturelles, comme l'eau et les forêts, formation de coopératives régionales visant à intégrer les processus productifs).

-L'éducation populaire, en termes de formation de leaders paysans pour leur participation dans la vie politique, économique et sociale du pays et de la région centraméricaine.

-Le plaidoyer sur les politiques publiques agricoles visant le développement du secteur de l'agriculture familiale et du système de coopératives, ce qui inclut la défense d'une politique de prix rémunérateurs aux petits producteurs et de crédits adaptés.

Région visitée : Alsace - Lorraine

GUATEMALA

ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE
DEVELOPPEMENT RURAL

CCDA, Comité des paysans de l'Altiplano

M. Marcelo SABUC XALCUT, membre du Conseil d'Administration du CCDA
Parle espagnol

Dans la région de l'Altiplano guatémaltèque, marquée par une injuste répartition de la terre et des injustices à répétition envers les paysans employés saisonnièrement dans la récolte du café, le CCDA (Comité paysan de l'Altiplano) travaille pour la promotion d'un « développement rural intégral ». Le CCDA accompagne la mise en œuvre laborieuse des accords de paix signés en 1996, dans un contexte de recrudescence de la violence et d'intimidation à l'égard des organisations paysannes qui luttent pour la réforme agraire et la défense des droits des travailleurs ruraux. Dans le cadre de son travail pour l'amélioration des conditions de vie et le respect de la dignité des communautés paysannes, le CCDA s'est engagé sur la voie de la promotion des pratiques agro-écologiques (culture bio du café et diversification productive au sein d'unités familiales) et sur la recherche de marchés équitables pour la commercialisation de produits comme le café, le miel et l'artisanat.

Un autre axe important du travail du CCDA est la valorisation de la culture maya et du statut de la femme.

Région visitée : Bourgogne, Franche Comté

MEXIQUE

REGULATION INTERNATIONALE
DEVELOPPEMENT RURAL INTEGRE
DEVELOPPEMENT URBAIN
EDUCATION

EQUIPO PUEBLO

Mme Laura BECERRA POZOS, directrice exécutive, responsable du programme d'analyse des politiques publiques et de durabilité institutionnelle, chargée de suivi de l'Accord global Mexique - Union européenne
Parle espagnol

Equipo Pueblo contribue à la promotion des débats et l'élaboration de propositions sur les thèmes de l'agenda de développement économique et social au Mexique. A travers ses programmes de travail « Diplomatie citoyenne », « Renforcement municipal et développement local », « Articulation d'acteurs sociaux pour le plaidoyer », Equipo Pueblo a pour objectif de renforcer la démocratie et la citoyenneté au Mexique. Ces actions de plaidoyer l'amènent à une mise en relation avec d'autres organisations similaires au Mexique et en Amérique latine. Parallèlement, Equipo Pueblo mène une action dans 3 arrondissements de la ville de Mexico (Alvaro Obregón, Tlatelolco et Benito Juárez) avec un programme portant sur le droit à l'information et la transparence dans la gestion publique. Il agit aussi dans la municipalité de Jantetelco (Etat de Morelos) en appuyant des initiatives économiques de groupes de femmes rurales et en promouvant des politiques publiques municipales pour la gestion durable de déchets, avec des résultats probants en la matière. Equipo Pueblo est le référent mexicain de Social Watch et, à ce titre, élabore des rapports annuels sur le suivi des engagements du Sommet mondial sur le développement social (Copenhague 1995).

Région visitée : Ile de France

PEROU

ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE
COMMERCE EQUITABLE

CAC La Florida, Coopérative agricole de café

M. Ciro Alcides QUEZADA AZAÑERO, formateur au sein de l'école de formation en agriculture de la CAC, ex-président du Conseil d'administration de la Coopérative
Parle espagnol

La formation des producteurs et des promoteurs agricoles au sein de la CAC « La Florida » date des années 80. Depuis 1999, la CAC, avec l'appui de l'association La Florida-Pérou, met en place son Centre de formation professionnelle en agriculture durable La Florida (CEOAS). Le CEOAS s'est donné pour mission de former des leaders d'organisations, des leaders communaux et des jeunes selon les principes et valeurs du coopérativisme et leur offrir des connaissances pour une exploitation efficiente de leurs propres ressources naturelles, en harmonie avec la nature et l'environnement. Dans ce but, il propose des formations professionnelles pour les jeunes producteurs désireux d'évoluer professionnellement et des programmes de formation pour les organisations paysannes membres de la coopérative. La CAC forme de jeunes techniciens et producteurs de café dans le cadre de pratiques agricoles respectueuses de l'environnement ; elle dispose pour la commercialisation du café de nombreux labels internationaux de commerce équitable. La SIDI, filiale du CCFD-Terre Solidaire pour prolonger ses activités dans le domaine de la micro-finance, soutient CAC La Florida.

Région visitée : Midi Pyrénées, Roussillon

ASIE

BIRMANIE

PAIX ET PREVENTION DES CONFLITS
DEVELOPPEMENT RURAL

KBSS, Karuna Banmaw social services

Père Paul AWNG DANG, directeur, responsable de formation des prêtres et travailleurs sociaux communautaires

L'indice de développement humain (IDH) de la Birmanie, parmi les plus bas d'Asie, n'est qu'un symbole parmi d'autres du niveau de pauvreté du pays, notamment dans les zones rurales où les communautés doivent réinventer chaque jour les moyens de se nourrir.

La Karuna (Caritas Birmanie) Myanmar Social Services a été fondée en 2001. Elle est composée d'un bureau national qui coordonne 13 bureaux diocésains dans le pays mettant en œuvre leurs propres programmes. La Karuna du diocèse de Banmaw a été créée en 2007, dans l'Etat Kachin composé essentiellement de minorités ethniques et longtemps déchiré par la guerre civile. Elle tente de répondre aux nombreux défis engendrés par des années de guerre civile et des déplacements massifs de populations qui font de Banmaw la zone la plus pauvre du pays.

Les formations organisées auprès des prêtres et travailleurs sociaux ont pour objectif d'aider les communautés à définir de manière participative des projets de développement rural durables. Elles sont accompagnées de formations techniques (soins vétérinaires, techniques agricoles...). 600 personnes sont bénéficiaires des programmes dans 5 villages du diocèse.

Région visitée: Nord Pas de Calais

INDE

DEFENSE DES MINORITES
ET DES POPULATIONS TRIBALES

WORD, Organisation des femmes pour le développement rural

Mme Sangeeta Rani BENYA, sociologue de formation, spécialisée en développement rural, coordinatrice de WORD, responsable du programme de développement dans des villages

Initiée par des femmes du district de Koraput (Etat de l'ORISSA), Word concentre son action auprès des Dalits et Tribaux. Marginalisées par le système de castes et délaissées par les politiques publiques, ces communautés sont parmi les plus pauvres de l'Etat. Les déplacements massifs et expropriations sont monnaie courante dans ce district où l'activité d'extraction minière est intense. Pour garantir le respect des droits de ces communautés tribales, WORD intervient avec un « programme de développement tribal intégré ». Ce programme qui touche 12 000 personnes inclut notamment la défense de leurs droits et l'accès à un meilleur niveau de vie. Le renforcement des organisations villageoises, la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau, à l'éducation, à la santé, ainsi que la préservation de l'environnement sont autant d'axes de travail traités par WORD qui visent à atténuer le « coût social de l'industrialisation » subi par ces populations vulnérables.

Le soutien du CCFD-Terre Solidaire s'étend à 16 villages isolés situés dans les montagnes et délaissés par les pouvoirs publics. 6000 Tribaux et Dalits, vivant avec moins de 210 Euros par an sont ainsi aidés dans leurs besoins quotidiens et participent activement à leur développement communautaire.

Région visitée: Midi Pyrénées

LAOS

SOUVERAINETE ALIMENTAIRE
MICRO-CREDIT

Fonds Coopératif

M. Sisaliao SVENGSAKSA, docteur en géographie, président du Fonds coopératif, de l'association de soutien au développement des sociétés paysannes au Laos (ADSP), et du réseau de commerce équitable: Lao Farmers' products. Il assure la coordination entre les bailleurs de fonds, les autorités et les communautés paysannes.

Alors que ses voisins, dont les choix économiques sont marqués par des orientations ultra-libérales, affichent des records de croissance, le Laos demeure l'un des pays les plus pauvres au monde. Petit pays enclavé et rural, il est

dominé par une économie de subsistance fortement centralisée. Le réseau de coopératives, chapeauté par le Fonds coopératif et soutenu par la SIDI (Solidarité internationale pour le développement et l'investissement – filiale créée en 1983 par le CCFD-Terre Solidaire pour prolonger ses activités dans le domaine de la micro-finance), octroie à ses membres des crédits individuels au sein d'un "groupe solidaire" qui apporte sa garantie. Grâce à ces micro-crédits, une nouvelle génération d'entrepreneurs responsables et compétents développe des activités économiques durables et rentables leur permettant de changer concrètement les conditions de vie des communautés.

Région visitée : Rhône-Alpes

PHILIPPINES

SOUVERAINETE ALIMENTAIRE ET MODELES AGRICOLES

IRDF, Integrated rural development foundation

Mme Alice RAYMUNDO Elle coordonne les campagnes de plaidoyer d'IRDF, assure la communication et contribue au renforcement institutionnel des organisations paysannes membres du réseau pour la souveraineté alimentaire dont l'IRDF est le secrétariat général (Task force of food sovereignty). Elle a occupé des responsabilités dans plusieurs associations (au Centre de ressources pour le développement des populations, au Mouvement paysans des Philippines et à l'association pour la Libération des prisonniers politiques des Philippines).

La crise économique a doublement frappé les Philippines, d'une part avec le ralentissement de l'activité économique du pays (diminution des exportations et de la consommation des ménages), et d'autre part avec le retour de tous les migrants philippins, dont les visas n'ont pas été renouvelés par leur pays d'accueil. En 2009, la situation d'insécurité alimentaire s'est aggravée et le nombre de personnes souffrant de la faim a augmenté. L'IRDF (Fondation pour le développement rural intégré) se bat pour réformer la politique agricole nationale, dénoncer les conséquences négatives des accords de libre échange, favoriser l'accès aux terres et aux moyens de productions des petits paysans, défendre leurs droits face à l'agrobusiness, et accentuer l'implication de la population (plaidoyer des organisations paysannes). 650 paysans et pêcheurs sont mobilisés pour mener ces actions.

Région visitée : Aquitaine, Poitou-Charentes

PHILIPPINES

SOUVERAINETE ALIMENTAIRE ET MODELES AGRICOLES
DEFENSE DES MINORITES TRIBALES

LDCI, Lumad development center inc.

M. Romeo SALIGA, directeur exécutif, responsable de la mise en œuvre et de la coordination des activités de l'ONG : planification des activités, résultats obtenus, impact sur les bénéficiaires, relation avec les bailleurs, évaluation, diffusion des informations...

Mindanao, île au sud de l'archipel philippin, est en proie à un conflit qui oppose depuis le début des années 1970 l'Etat aux différents mouvements armés (dont le principal est le MILF). Ils demandent l'indépendance du peuple Moro, nom donné à la majorité musulmane de l'île. Les négociations se poursuivent à ce jour sous l'égide de la Malaisie mais les 12 000 combattants du MILF n'ont pas désarmé et les affrontements continuent d'entraîner le déplacement de milliers de civils. Le conflit est enraciné dans des causes sociales et économiques profondes, parmi lesquelles le partage des ressources naturelles. Bien que représentant 35% de la population de Mindanao, les indigènes, qui vivent traditionnellement de la chasse et de la cueillette, ne sont pas invités à la table des négociations où un partage des ressources naturelles pourrait être conclu. Parmi eux, les Lumad, forcés à la sédentarisation depuis les années 1960, sur les terres les moins arables ou en devenant métayers dans les grandes plantations, sont pris en otage du conflit. Le projet mené par LDCI vise à renforcer la sécurité alimentaire des Lumad (élevage, traction animale, plantations de cocotiers, de manguiers, de bananiers) tout en favorisant leur affirmation politique par la rénovation de leur système de gouvernance et de justice tribale traditionnelle. LDCI mène aussi des campagnes de plaidoyer pour que les droits des populations tribales soient respectés, notamment le droit d'accès aux terres ancestrales.

Région visitée : Aquitaine, Poitou-Charentes

THAILANDE

MIGRATIONS INTERNATIONALES
DROITS DE L'ENFANT

CPCR, Centre pour la protection des droits des enfants

Mme Wassana KAONOPARAT, avocate de formation, directrice du secteur en charge de l'aide juridique aux enfants victimes d'exploitation ainsi que de l'aide aux familles.

La vente et le trafic d'enfants ne fait qu'augmenter selon l'OIT, l'Asie du Sud Est détenant le triste record de chef de file de ce commerce humain. Le CPCR est une organisation thaïe créée en 1982 pour agir en faveur de la protection de l'enfance. Le CPCR travaille avec les enfants en grandes difficultés (victimes de violences, d'abus sexuels ou de prostitution). Le phénomène du trafic d'enfants étant régional, le CPCR a lancé depuis quelques années un programme régional de protection des droits de l'enfance pour assurer une évolution juridique dans ce domaine en Thaïlande et dans les pays voisins (Chine, Vietnam, Laos, Birmanie, Cambodge). Le programme consiste à analyser les systèmes juridiques des différents pays pour les faire évoluer positivement par la signature d'accords cadres bilatéraux entre acteurs non gouvernementaux et organisations gouvernementales.

Wassana KAONOPARAT s'efforce d'améliorer la qualité du processus de l'aide apportée pour faciliter la protection des enfants en danger, leur rapatriement dans leur famille, la poursuite des trafiquants, l'obtention des compensations pour la réhabilitation des victimes... Elle partage aussi son expérience et ses compétences avec ceux qui s'engagent dans cette lutte par une approche multidisciplinaire. Sont concernés : les enfants victimes d'exploitation (y compris trafic d'êtres humains) et leur famille.

Région visitée : Bretagne, Pays de Loire

THAÏLANDE

PREVENTION ET RESOLUTION DES CONFLITS

SEM, Spirit education movement - Mouvement d'éducation à la spiritualité

Mme Wallapa WAN WILLENSWAARD (de nationalité hollandaise mais installée de longue date en Thaïlande) et son mari y développent une pensée alternative, multiculturelle et interdisciplinaire, sur la notion de richesse, de bien être et de bonheur.

SEM est une ONG thaï établie en 1995, dont la philosophie est basée sur la sagesse bouddhiste, les pratiques traditionnelles, une mise en regard entre les penseurs alternatifs de l'occident et les penseurs asiatiques, et une vive attention à l'écologie durable et à la justice durable. SEM organise de nombreuses formations sur le bouddhisme engagé, le dialogue interreligieux, les défis de la société moderne, le développement personnel...

Face à la multiplication des crises (alimentaire, économique, financière, écologique) qui questionnent le modèle de société existant dans les pays développés, la Thaïlande, en tête des pays émergents, n'échappe pas à cette remise en question portée notamment par l'Ecole du bien-être, organisée par SEM. Ces recherches sont destinées à servir de base notamment pour l'élaboration des politiques publiques de développement, ainsi que pour des actions de sensibilisation et de plaidoyer auprès de tous les secteurs paysans, jeunes urbains, pouvoirs publics, hommes d'affaires... SEM et l'Ecole du bien-être militent par exemple pour l'établissement d'autres indicateurs de richesse, en remplaçant le produit national brut par le « bonheur national brut. ».

Région visitée : Rhône-Alpes

TIMOR EST

DEVELOPPEMENT D'ACTIVITES ECONOMIQUES

CDC, Centro de desenvolvimento comunitario

M. Joao DO CARMO PINTO, administrateur du CDC et l'un de ses piliers fondateurs, coordinateur des projets de renforcement des capacités des employés du CDC.

Le Timor peine à se relever du conflit sanglant qui lui a finalement permis en 2002 d'obtenir son indépendance. Si la stabilité politique semble se confirmer, l'économie reste morose et la moitié de la population vit aujourd'hui avec moins de 1 dollar par jour. Depuis sa création en 1990, le CDC s'est donné pour but de favoriser et de développer les initiatives économiques locales (micro-entreprises, petits commerces, ateliers de transformation) en renforçant les compétences locales. Les bénéficiaires des programmes, 45 communautés de Bacau, jouent un rôle actif et participatif dans les formations (agriculture, artisanat, comptabilité), l'objectif étant de rendre ces unités économiques autonomes par la suite. Le CDC, contrairement à d'autres ONG locales, a réussi le pari ambitieux d'imposer son modèle de développement au gouvernement et de jouer un rôle de catalyseur auprès des acteurs locaux dans la région de Bacau.

Le président Horta a lui-même inauguré le centre de forgerons créé par le CDC qui peut aujourd'hui être considéré comme une des ONG timoraises les plus actives et les plus professionnelles du pays.

Région visitée : Rhône-Alpes

BASSIN MEDITERRANEEN

EGYPTE

TOURISME SOLIDAIRE

NHAD, New horizon for social development

M. Ayman SAFWAT YANNI, met sa formation de travailleur social au service d'un projet consistant à réhabiliter des maisons et former les familles du village de Deir El Meymouna pour permettre l'accueil de touristes dans un cadre solidaire et responsable.

L'association New horizon for social development travaille dans le domaine de l'économie sociale et solidaire, et plus particulièrement du tourisme solidaire. Par sa situation proche du Nil (à une centaine de kilomètres du Caire), ses maisons anciennes et l'existence d'un monastère du III^{ème} siècle, ce village possède d'importants atouts pour un tourisme maîtrisé par la population, offrant une bonne opportunité de développement local susceptible de profiter à ses 3 600 habitants.

La démarche retenue par NHAD ne consiste pas à mettre elle-même en œuvre ce genre de projet sur le terrain, mais à soutenir des organisations communautaires pour l'amélioration de leur propre environnement. A cet effet, elle porte une attention particulière au renforcement des compétences des jeunes, et notamment des jeunes femmes, pour leur donner un rôle de leadership dans les projets menés.

Région visitée : PACA, Languedoc, Corse

ISRAEL/ PALESTINE

TOURISME SOLIDAIRE

AECHF, Association d'échanges culturels Hébron France

Mme Sandrine BERT-GEITH, archéologue

L'Association d'échanges culturels Hébron-France, créée en 1997, a pour but de développer des relations entre les Territoires palestiniens, notamment Hébron, et la France par le biais d'activités diverses dans les domaines culturel et social. L'association met en place des actions telles que l'enseignement du français, en partenariat avec le Centre culturel français de Jérusalem, des activités culturelles (expositions, concerts, débats, publications, etc.), une assistance socio psychologique et orientation ainsi que des activités récréatives destinées aux enfants les plus démunis (lecture, dessin, jeux, programme radiophonique ...).

Le dernier projet mis en œuvre par AECHF est une activité de tourisme solidaire à Hébron, permettant à la fois la valorisation du patrimoine culturel et architectural de la ville et le soutien économique à la population. AECHF organise des visites pour des voyageurs, des pèlerins, des délégations associatives, des collectivités locales. Dans ce cadre, AECHF a formé des jeunes guides et publié un ouvrage sur Hébron et ses environs (disponible au CCFD-Terre Solidaire). Sandrine Bert-Geith accompagne les groupes de touristes et participe au développement des outils de l'association.

Région visitée : Ile de France

MAROC

MIGRATIONS INTERNATIONALES
TOURISME SOLIDAIRE
MIGRATIONS

ABCDS, Association Beni Znassen pour la culture, le développement et la solidarité

M. Hicham BARAKA a participé à la Rencontre régionale de Gao des partenaires responsables des projets de migrations du CCFD-Terre Solidaire du Maghreb et du Sahel et à la mission exploratoire à la frontière algéro-malienne en octobre 2009.

ABCDS est une jeune association marocaine implantée à Oujda, région frontalière de l'Algérie, où elle développe un travail d'appui de proximité auprès de migrants et réfugiés subsahariens et de sensibilisation de l'opinion publique marocaine et internationale sur la situation de ces derniers.

Son partenariat avec le programme Migrants du CCFD-Terre Solidaire date de 2005, époque où ABCDS s'est fortement mobilisée avec Homme et Environnement et la paroisse d'Oujda pour faire face aux conséquences dramatiques des événements de Ceuta et Melilla sur les migrants en transit vers l'Europe. Elle est aujourd'hui le principal partenaire soutenu par le CCFD-Terre Solidaire sur la thématique Migrations au Maroc. ABCDS pilote depuis 2009 un processus de mise en réseau des acteurs locaux d'appui aux migrants dans les trois régions d'Oujda, Tanger et Laayoune et participe activement au dispositif interrégional (Maghreb/Sahel) de sécurisation des routes migratoires appuyé par le programme Migrants.

Région visitée : PACA, Languedoc, Corse

MAROC

TOURISME SOLIDAIRE

SODEV, Solidarité Maroc

M.Taher El GHAZAOUI, président du réseau associatif local de la région de Missour, appuie notamment l'organisation de 8 centres pour la qualification de la femme.

Créée en 2000, Sodev Maroc participe au développement local dans le monde rural et urbain, en appuyant des dynamiques de développement local. Sodev est le premier acteur du Maghreb à avoir impulsé la dynamique du commerce équitable et des cultures solidaires en créant un réseau de coopératives (Coopd'Art) et de magasins de vente et en produisant des troupes de musiques de terroir dans plusieurs pays de la région méditerranéenne. Sodev, émanation de l'agence de voyage Tizzi Rando, est aussi un des moteurs du réseau AREMDT pour un tourisme solidaire et responsable en Méditerranée, réseau dont la création a été soutenue par le CCFD-Terre Solidaire.

Taher El Ghazoui, acteur du développement local dans la région de Missour (Moyen-Atlas marocain) est aussi porteur d'un projet de tourisme solidaire dans un douar de la région. Ce projet a pour objet de favoriser le développement local du douar par la valorisation de la production locale, alimentaire et artisanale, de mettre en évidence le patrimoine local (historique, culturel), de favoriser les échanges culturels entre les habitants de la région et les visiteurs.

Région visitée : PACA, Languedoc, Corse

SYRIE

TOURISME SOLIDAIRE
MIGRATIONS INTERNATIONALES

AAS, Association des amis de Salamieh

M. Samer AL DAHHAK, ingénieur, membre du comité de développement de l'AAS, suit un projet de réhabilitation d'un village d'une zone aride de la Syrie centrale, Cheikh Hilal, situé à une soixantaine de kms de la ville de Salamieh.

L'Association des amis de Salamieh, œuvre dans le domaine de l'économie sociale et solidaire, et plus particulièrement du tourisme solidaire. Le projet de réhabilitation du village a pour objectif de lutter contre l'exode rural en valorisant le patrimoine composé de sites archéologiques et d'un habitat traditionnel original (des maisons en terre en forme de dômes, appelées « qobbah »), en lien avec la communauté villageoise (800 personnes), afin de permettre la création de ressources locales par l'accueil de touristes dans un cadre solidaire et responsable.

Parallèlement, l'AAS veille à renforcer les capacités des femmes et à développer des activités artisanales : broderie, fromagerie, conservation de câpres (câpriens sauvages), mise en valeur d'une huile d'olive labellisée « huile de la steppe ».

Région visitée : PACA, Languedoc, Corse

EUROPE DE L'EST

BOSNIE-HERZEGOVINE

PREVENTION DES CONFLITS

YIHR, Youth initiative for human rights

Les deux associations de Bosnie-Herzégovine, le Center Mladost de Kozarac et le Center Mladih de Gornji Vakuf/Uskoplje se situent dans deux entités de la Bosnie-Herzégovine.

Elles sont invitées ensemble cette année car elles participent toutes les deux au projet de notre partenaire Youth Initiative for Human Rights, qui vise à mettre en relation et à renforcer les capacités des organisations de la jeunesse dans les municipalités où les communautés sont encore largement divisées, dans le but de dépasser les clivages communautaires ou politiques.

Centre Mladih

M. Adnan GAVRANOVIĆ, étudiant en sciences économiques, milite au sein de l'association.

Le Centre Mladih est une association de jeunes, installée sur l'ancienne ligne de front à Gornji Vakuf/Uskoplje. Si cette ligne a disparu, la ville n'en est pas moins restée divisée, les communautés étant ainsi séparées.

L'association permet aux jeunes de se retrouver, quelque soit leur communauté d'origine et de monter ensemble, de nombreux projets, notamment des camps d'été ou encore des ateliers sur la paix.

Adnan Gavranović, entend profiter de son passage en France pour faire partager son expérience de militant, mais également pour expliquer ce que signifie aujourd'hui de vivre dans des zones de Bosnie-Herzégovine où les divisions subsistent toujours. Il parlera de la difficulté à pousser les jeunes à s'engager dans un contexte politique et social encore largement fragmenté.

Centre Mladost

M. Ervin BLAZEVIĆ, travaille à la mise en place d'un centre informatique et de formation, qui servira également de lieu de rencontre pour les jeunes.

Le Centre Mladost, qui signifie centre « de la jeunesse », est une association naissante de jeunes basée à Kozarac. Elle a pour objectif de promouvoir l'engagement citoyen des jeunes pour leur ville. Cette commune, peuplée de bosniaques revenus après la guerre, dépend de la municipalité de Prijedor, à majorité serbe. Les relations entre Kozarac et Prijedor sont très difficiles et Kozarac n'a toujours pas accès à l'eau courante. Dans ce contexte, il est difficile pour la jeunesse de part et d'autre de tisser des liens.

Ervin Blazević vient en France apporter son témoignage sur la vie au sein des communautés divisées, et parler d'une association dynamique qui développe des activités variées pour donner de l'espoir aux jeunes et les inciter à agir collectivement.

Région visitée : Midi-Pyrénées, Roussillon